

« Télémédecine : les pratiques des Français »

Inédite en Europe, une étude interentreprises sur la télémédecine brosse le paysage des pratiques françaises. Les plus de 50 ans ne représentent que 10 % des patients. Le téléconsultant type a 30 ans, est une femme et habite un désert médical plus souvent que la moyenne des Français. Il appartient à toutes les classes sociales.



Le confinement a fait entrer la télémédecine dans les moeurs, mais passé le pic de la crise sanitaire, quel usage en font les Français ? Pour le savoir, l'association professionnelle Les entreprises de télémédecine (LET) a réalisé la première étude collective. Elle dresse le paysage des pratiques françaises, depuis le profil des téléconsultants jusqu'à la manière dont se passe la téléconsultation.

Pour la première photographie de ce secteur émergent, tout le monde a posé. Les sociétés de services d'accès à la téléconsultation Doctolib, Livi, Qare, Teladoc, Medadom, Feeli et Tesson ont chacune remonté les données (anonymisées) de 12.000 téléconsultations effectuées par leur intermédiaire entre début août et fin novembre 2021. Soit un échantillon représentatif du 1,8 million de téléconsultations faites durant ces quatre mois, que le cabinet Télémédecine 360 a analysé.

Pas de médecin traitant

Les enseignements sont nombreux. « Je ne veux retenir qu'un chiffre : les téléconsultants sont deux fois plus nombreux que la population générale à ne pas avoir de médecin traitant [27,6 % contre 11 %, NDLR] », souligne le président du LET, Maxime Cauterman (Livi), qui y voit la capacité de la télémédecine à lutter contre les déserts médicaux . De fait, 25 % des téléconsultants habitent un désert médical contre 17,3 % des Français. A noter que le zonage des déserts ayant évolué depuis l'étude, ce point devra être confirmé à l'avenir.

Télémédecine : Medaviz signe un contrat avec Lensys

Pharmacies, mairies... Medadom vise 10.000 lieux de téléconsultations équipés fin 2023

Depuis la fin des confinements, les téléconsultations sont retombées en France à moins de 10 % des consultations médicales. Qui continue à y recourir ? Avant tout les jeunes. Le téléconsultant a 30 ans d'âge moyen, contre 48 ans pour la population française. Une génération active, connectée, qui va traditionnellement peu chez le médecin et n'a d'ailleurs souvent pas de médecin traitant, en Ile-de-France. Et le téléconsultant est aussi avant tout une femme, dans 64 % des cas. Sans doute parce qu'elles se chargent plus souvent des rendez-vous médicaux des enfants. Les plus de 50 ans et les moins de quinze ans ne représentent chacun que 9,7 % des téléconsultants.

4 % sans Sécurité sociale

Le téléconsultant est surreprésenté dans les déserts médicaux, mais « la téléconsultation est le fait de toutes les classes sociales », souligne l'étude du LET. Si 73 % ont le tiers payant, 4,4 % n'ont pas la Sécurité sociale et presque 8 % bénéficient de la complémentaire santé solidaire.

La téléconsultation, qui inclut à 97 % la vidéo, se fait essentiellement sur rendez-vous (88 %) et avec un généraliste (89 %) plutôt qu'un spécialiste. Elle dure en moyenne 10,5 minutes (6,8 minutes de durée médiane), soit moins qu'une consultation physique (18 minutes en moyenne). Mais il faut y rajouter le temps de rédaction par le télémédecin, après déconnexion, de divers documents dont

l'ordonnance, à laquelle aboutissent 89 % des téléconsultations (à comparer à 81 % pour les consultations physiques).

Téléconsultation assistée

La vaste majorité des téléconsultations ont lieu en semaine (91 %) et de jour (89 %). Mais 19 % se font en dehors des heures d'ouverture des cabinets de ville (de nuit, le week-end, les jours fériés), contribuant à désengorger les urgences, souligne le LET. Celles qui ont lieu la nuit sont nettement plus fréquentes le week-end qu'en semaine (17 % contre 11 % respectivement).

Cette étude n'a pas de données qualitatives, mais elle est malgré tout une base de réflexion précieuse pour réfléchir au développement de cette activité et éviter qu'elle devienne une sous-médecine ne servant qu'au renouvellement d'ordonnances.

« Ce serait un apport considérable pour les gens ne pouvant pas se déplacer, en Ehpad par exemple. Mais pour cela, il faut développer la téléconsultation assistée » par une infirmière ou un aidant formé aux palpations, a jugé Marguerite Cazeneuve, directrice déléguée de la Caisse nationale d'assurance maladie, lors d'une table ronde dans le cadre de la présentation de l'étude. Et « il faut que le développement se fasse en lien avec son territoire », a-t-elle poursuivi. Soulager la médecine de ville oui, la désorganiser, non.

Téléconsulter de l'étranger

La désorganisation du système de santé est la grande crainte, la télémédecine pouvant s'affranchir des contraintes géographiques. Cela aide à réduire la fracture territoriale, et permet, par exemple, de mettre à profit le décalage horaire pour téléconsulter de nuit en métropole avec des médecins d'outre-Mer qui intégreraient ce rôle dans leur journée et vice-versa.

Mais c'est aussi ouvrir la boîte de Pandore. La France a une médecine de premier rang au niveau mondial et « on va pouvoir téléconsulter depuis l'étranger. Les pays étrangers - Chine, Etats-Unis etc. - peuvent eux aussi proposer une offre de télémédecine aux personnes vivant en France. On risque une pression sur le système français dans toutes ses composantes (assurances, complémentaires,

etc.), les individus pouvant aller téléconsulter ailleurs », remarque Claude Kirchner, directeur du comité national pilote d'éthique du numérique. « Il faut une réflexion sur les valeurs de la médecine ainsi que sur la cyber-éthique », dit-il.

Par Myriam **CHAUVOT**